



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION de la REGLEMENTATION
des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau de l'Environnement
et de la Concertation Locale

Arrêté de mise en demeure

Société GUINET DERRIAZ CARRIERES
38390 PORCIEU AMBLAGNIEU

Carrière de Farges-les-Mâcon

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

N° 10-05350

VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V et son article L514-1,

VU l'arrêté préfectoral n° 02/3917/2-3 du 27 novembre 2002 autorisant la société GUINET DERRIAZ à exploiter, pour une durée de 20 ans, une carrière de pierre de taille sur le territoire de la commune de Farges-les-Mâcon,

VU l'arrêté préfectoral n° 10-03164 du 16 juillet 2010 autorisant le changement d'exploitant au profit de la société GUINET DERRIAZ CARRIERES dont le siège social est situé à Porcieu-Amblagnieu (38390),

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 19 novembre 2010,

Considérant que l'exploitant ne respecte pas les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 novembre 2002 :

- article 14 : mise en place d'un panneau sur la voie d'accès indiquant en caractères apparents son identité, la référence et la date de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté,
- article 15 : installation d'une clôture ou d'un dispositif suffisamment dissuasif interdisant l'accès au site au niveau de la zone de stockage de déchets inertes.

Considérant que l'exploitant ne respecte pas les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2010 :

- article 3 : interdiction de stockage de déchets inertes sur la carrière, l'exploitant doit mettre en place une signalisation appropriée (panneau) indiquant cette interdiction.

Considérant qu'une mise en conformité est nécessaire pour prévenir les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement,

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

La société GUINET DERRIAZ CARRIERES dont le siège social est situé à Porcieu Amblagnieu (38390), est mise en demeure de respecter, pour sa carrière située sur le territoire de la commune de Farges-les-Mâcon, **sous un délai de 1 mois :**

- les articles 14 et 15 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 novembre 2002,
- l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2010.

ARTICLE 2

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1er, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Dijon. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la Préfecture, M. le maire de Farges-les-Mâcon, M. le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL – 206 rue Lavoisier – 71000 Mâcon

Mâcon, le **16 DEC. 2010**

Le préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Magali SELLES